TEXTE 1 Pour la réussite de la gauche, ouvrir la voie de l'autogestion

Le gouvernement de gauche et la crise

En portant le PS au pouvoir, la majorité populaire a manifesté son refus de la dégradation des libertés et de l'autoritarisme de Giscard et sa volonté d'en finir avec le chômage et l'inflation.

La victoire de la gauche intervient dans une période où le capitalisme est plongé dans une nouvelle crise de caractère structurel. Il tente à nouveau de la résoudre par une accentuation de la division internationale du travail et par de nouvelles mutations technologiques (informatique, robotique, bureautique, etc.), solutions qui créent sans cesse de nouvelles contradictions: aggravation du chômage, développement de nouveaux pôles concurrentiels, accroissement des inégalités entre pays riches et pays pauvres.

Face à une telle situation, les social-démocraties se sont généralement illustrées en Europe par des politiques de gestion de la crise dans lesquelles elles tentaient de réaliser le consensus social sur la nécessité de l'austérité.

Telle n'est pas la voie qu'a choisie le gouvernement français. Il y a à cela des raisons profondément liées à la situation sociale et politique de la France: l'importance d'un Parti Communiste devenu partenaire gouvernemental - même minorisé - du Parti Socialiste, la présence dominante au sein de la classe ouvrière de syndicats (CGT et CFDT) non intégrés au système, recrutement militant du PS dans un certain nombre de secteurs de lutte.

Le Gouvernement Mauroy n'est donc pas à l'heure actuelle un simple gouvernement social-démocrate de gestion de la crise. Deux aspects de sa politique doivent en particulier retenir l'attention:

. Sur le plan économique: il tente de réduire le chômage par une politique de relance limitée de la consommation, de création d'emploi dans le service public et le déficit budgétaire.

Bien que le PSU ait fait des propositions différentes, nous ne pouvons ignorer que cette politique économique diffère terriblement des choix imposés par la bourgeoisie dans les autres pays capitalistes, même si un premier recul a eu lieu à travers les mesures d'accompagnement de la dévaluation.

. Des réformes de structure non négligeables. Les nationalisations n'ont pas été repoussées comme certains, y compris à l'intérieur du PS, le souhaitent. Par ailleurs la décentralisation, la politique à l'égard de travailleurs immigrés; les libertés, les nouveaux droits des travailleurs (même si toutes ces mesures sont très en deçà de ce que nous avons proposé) pourraient amorcer des transformations significatives.

Toutefois, cette politique s'accompagne de la recherche de compromis, avec le patronat et des couches sociales qui peuvent représenter un frein au changement, comme en témoignent, entre autres, des reculs sur la réduction du temps de travail, le nucléaire et la dimension atlantiste de la politique internationale.

Il reste que la bourgeoisie est pour l'essentiel opposée aux principaux aspects de la politique actuelle. Si celle-ci se poursuit dans le sens des réformes annoncées, les contradictions vont s'exacerber entre elle et le pouvoir de telle manière qu'il sera contraint de choisir entre deux voies:

- soit revenir à une politique social-démocrate classique de droite, hypothèse qui n'est pas sans écho actuellement, comme l'a montré le débat sur la «pause»,

- soit mettre en œuvre une politique de rupture progressive avec les contraintes de la gestion capitaliste, ce qui suppose une conception très différente des rapports entre action gouvernementale et dynamique des luttes sociales.

Pour le PSU, une politique économique visant un mode de développement hors des

règles du jeu capitaliste ne peut aller sans une généralisation des pratiques et des structures autogestionnaires. C'est pourquoi il lui paraît nécessaire que les travailleurs se saisissent des nouveaux droits - même encore modestes - qu'ils acquièrent afin de les élargir, de renforcer leur organisation collective et d'intervenir sur tous les choix qui les concernent.

En retour, la dynamique populaire ainsi créée constituerait l'appui nécessaire à l'action gouvernementale pour franchir les obstacles qui lui seront opposés par la droite.

La place et le rôle du P. S. U.

C'est à partir d'une double appréciation que nous devons situer notre parti dans la période présente:

- Le gouvernement actuel est un gouvernement de gauche et il se trouve donc en tant que tel affronté à la droite et au patronat. Les succès électoraux de Mai et Juin derniers ne doivent pas être considérés comme des victoires acquises pour 5 ou 7 ans. L'affrontement qui a déjà commencé à l'occasion notamment des négociations pour la réduction du temps de travail ou des nationalisations ne peuvent aller qu'en s'amplifiant. Dans ce combat, nous sommes aux côtés du gouvernement.

- En termes de gouvernement, aucune alternative de gauche n'existe aujourd'hui et pour la période à venir au pouvoir actuel. Sa défaite se traduirait, soit par son remplacement par un gouvernement de droite, soit par une politique à la Schmidt menée par l'état-major socialiste. Toute avancée se fera donc dans le cadre de la majorité actuelle, peut être élargie ou modifiée, mais reposant pour l'essentiel sur les mêmes forces politiques.

Nous devons donc agir pour que l'expérience en cour, réussisse. Or la politique économique menée par le gouvernement ne nous paraît pas en mesure d'assurer durablement ce succès (absence de choix clairs à long terme, addition de demi-mesure\ conjoncturelles, réduction limitée du temps de travail...),

Aussi devons-nous lutter pour un double objectif: assurer une riposte efficace à la droite et contribuer à rapprocher les choix gouvernementaux de nos propres propositions, notamment en ce qui concerne la politique économique et sociale (proposition du PSU sur la réduction du temps de travail).

Dans cette perspective, il est à la fois indispensable que nous soyons une force de proposition vers le gouvernement pour avoir une chance d'y être entendus et qu'un mouvement populaire se développe pour soutenir le pouvoir de gauche dans l'affrontement avec le patronat et la droite et faire sien un certain nombre de nos propositions. Ces deux aspects sont indissolublement liés, leur conjonction peut seule assurer le succès.

En effet, aucune solution durable à la crise ne peut se concevoir sans qu'une mobilisation populaire, force motrice du changement, ne se mette en place pour l'imposer.

Pour y parvenir, le PSU doit nettement comprendre les changements intervenus: le temps n'est plus d'une opposition fondamentale à un pouvoir de droite, le mouvement social et revendicatif a trouvé une dimension politique dans la victoire d'une nouvelle majorité.

Nous voyons aujourd'hui que des attaques déterminées du patronat (fuite des capitaux), que des mouvements sporadiques de mécontentement, que des intérêts catégoriels, peuvent précipiter une déstabilisation favorisant le jeu de la droite.

Le rôle du PSU n'est pas de cimenter une opposition poujadiste ou gauchiste, d'alimenter idéologiquement un front de mécontents, sa tâche est d'éviter la rupture entre le gouvernement de gauche et la dynamique des luttes sociales en favorisant sa prise en compte par le pouvoir. C'est en effet dans une telle rupture que résident les risques d'échec de l'expérience de gauche.

C'est dans cette perspective que nous devons travailler pour le développement du mouvement populaire, définir nos rapports avec le pouvoir et envisager l'Unité Populaire.

L'Unité Populaire

Ce terme *d'unité populaire* ne saurait se comprendre en dehors de l'effort portant sur l'unité des forces politiques et syndicales qui restent, qu'on le veuille ou non, les forces motrices du mouvement populaire.

C'est un objectif pour le long terme. L'apport du PSU à cette mutation historique a déjà été très important. Les grandes idées qu'il a mises en avant, la décentralisation, l'autogestion, la nécessité de vivre, produire, travailler, décider autrement, sont aujourd'hui le vocabulaire obligé de la plupart des forces politiques et syndicales.

La division ne pourra céder du terrain que devant une forte pression de la base. Ce travail réalisé par une expérience comme celle d'Union dans les Luttes a montré la réalité de la dynamique unitaire dans une période de profonde altération des rapports internes à la gauche.

La période actuelle devrait favoriser une nouvelle et plus active impulsion de cette dynamique. C'est le moyen le plus efficace pour mettre fin à la relative passivité dont la persistante division du mouvement ouvrier est l'une des causes principales. Le seul moyen de donner à la victoire de la gauche un caractère irréversible est de conduire jusqu'au bout l'action pour le changement.

Travailler à la réussite d'un tel objectif, c'est pour le PSU revenir à sa vocation essentielle: la rénovation dans l'unité de toutes les forces qui luttent pour le socialisme. Dans cette action, le PSU se renforcera dans la perspective d'un dépassement qui ne sera pas sa disparition dans une entreprise marginale, mais qui coïncidera avec la réunion des principales forces motrices de la transformation sociale.

Notre place dans les institutions

Le PSU appartient à la majorité populaire. Il est solidaire de la volonté de changement politique exprimée par cette majorité, il partage la responsabilité de son succès comme il subirait les conséquences de son échec.

Il a donc pour tâche de mettre en œuvre toutes ses capacités d'action et de proposition pour que la gauche au pouvoir s'oriente vers un socialisme qui tourne le dos aux échecs social-démocrate et stalinien, un socialisme qui s'appuie pleinement sur l'organisation du pouvoir des travailleurs à la base, sur un nouveau mode de développement sur les plans national et international, sur une conception non-étatiste de la socialisation de l'économie, sur une pression sans relâche pour le démantèlement des blocs dont le drame polonais montre une fois de plus la nécessité.

Force est de constater que ceux qui, dans la majorité populaire, se retrouvent sur ces orientations sont peu, voire pas du tout représentés dans les institutions politiques. Cette situation, largement liée au système électoral, prive cette composante de relais dans le pouvoir, et celui-ci d'un élément essentiel pour s'orienter vers l'issue la plus favorable. Le PSU ne se résigne pas à cette situation. Il est décidé à prendre tous les moyens pour que la majorité populaire soit représentée dans toute son étendue et sa pluralité dans les lieux de pouvoir. Il le fera à travers ses efforts pour la mobilisation populaire comme à travers les prochaines échéances électorales, et tout particulièrement celles qui devraient se dérouler sur la base de la proportionnelle. A travers les possibilités de représentation ouvertes par les nouveaux droits des travailleurs et des citoyens comme dans les pouvoirs constitutionnels.

La question du gouvernement

La participation à un gouvernement issu d'une victoire de la gauche à laquelle nous avons contribué est tout à fait concevable. Elle est même souhaitable dans la mesure où nous serions assurés d'y jouer un rôle efficace. Elle ne sera toutefois envisageable qu'à partir du moment où le PSU aura réuni les garanties politiques de nature à ne pas le réduire à assurer un soutien sans critique. C'est en ce sens que le PSU est prêt à participer à un gouvernement réunissant les forces de gauche qui s'appuierait sur la mobilisation populaire et s'engagerait à promouvoir des changements significatifs, par exemple à mettre en œuvre une politique extérieure nouvelle indépendante des Américains, le freinage de la course aux armements, des droits réels pour les travailleurs, une vraie politique du partage du travail, etc.

Le PSU fera tout pour que ces conditions voient le jour rapidement, en agissant à la fois vers le gouvernement actuel et en militant pour le développement d'une dynamique de transformation sociale.

Le P. S. U. parti de l'initiative populaire

L'essentiel est pour nous de mobiliser afin que le « changement » devienne une réalité vécue à la base. C'est maintenant que nos axes de contrôle ouvrier et de contrôle populaire peuvent avoir des applications concrètes.

Nous établirons une articulation permanente entre: - nos propositions à court terme, à vocation d'application immédiate et qui s'expriment notamment en termes de nouveaux droits et de pouvoirs d'intervention des travailleurs. dans les différents domaines sociaux, - nos propositions à moyen terme qui développent le contenu et la cohérence d'une alternative autogestionnaire, seule véritable issue à la crise.

Le PSU associera en permanence ces deux aspects et apparaîtra comme le parti de l'initiative populaire.

Le PSU se donne comme axes prioritaires d'intervention pour la période qui s'ouvre:

- . La conquête de droits nouveaux pour les travailleurs, en particulier dans les PME, condition indispensable de leur participation active au changement dans leurs conditions de travail, dans la gestion des entreprises, dans les choix des objectifs de production, dans la lutte pour la suppression des disparités, sur les salaires, les primes, les qualifications, etc, entre hommes et femmes.
- . Un emploi socialement utile pour toutes et tous, et pour cela le partage du travail et des revenus, la réduction significative du temps de travail vers les 30 heures; nous voulons partager aussi les tâches ménagères et d'éducation des enfants et nous refusons que se règle sur le dos des femmes le problème du chômage (par exemple par la généralisation du temps partiel).
- . Les nationalisations qui doivent permettre de constituer un secteur d'avancée sociale importante dans ces domaines. Elles doivent aussi contribuer à la rupture avec la logique de la division internationale du travail.
- . Une régionalisation qui permette la participation active des travailleurs et de la population dans toutes les instances de décision, reconnaissant les aspirations des différents peuples de France et ne se limitant pas à une réforme administrative qui consacrerait la "Confiscation du pouvoir par les notables. Le PSU défendra la volonté des Immigrés de revendiquer eux-mêmes leur droit à la différence. Il mènera une campagne pour la proportionnelle intégrale du suffrage universel à toutes les élections. Le PSU formulera des propositions concrètes économiques et énergétiques sous la forme de projets alter régionaux, en particulier lors de l'élaboration régionale du Ville Plan. II

poursuivra la lutte contre la construction des centrales nucléaires et exigera l'application des promesses électorales du Parti socialiste en la matière.

. Le non-alignement qui signifie l'exigence du désarmement nucléaire, même unilatéral, la lutte pour la désagrégation des deux blocs atlantique et soviétique et la redéfinition de nouvelles relations internationales. Le PSU continuera d'affirmer sa solidarité à tous les peuples en lutte pour leurs libertés, et particulièrement aujourd'hui au peuple polonais.

TEXTE 2

Ouvrir la voie de l'autogestion

Malgré le lourd héritage que nous lègue la droite, malgré les nombreuses contraintes économiques internationales et nationales, il apparaît maintenant possible d'inventer une solution à la crise qui soit favorable aux couches populaires et qui permette à notre pays d'instaurer d'autres rapports avec le tiers-monde. La condition est de s'orienter résolument vers un autre type de développement économique et social partant des besoins des hommes et non pas de ceux du profit. Construire une alternative anti-productiviste à caractère autogestionnaire est possible à condition de rompre avec la logique capitaliste du marché international, développer les droits des travailleurs dans l'immédiat pour préparer à plus longue échéance les conditions de l'autogestion (d'abord dans les entreprises nationalisées); mettre en avant un développement autocentré permettant à chaque région (sur le plan intérieur), à chaque pays (sur le plan international) d'utiliser prioritairement ses propres ressources, ce qui entraîne:

- l'abandon du nucléaire et son remplacement par les énergies renouvelables et les économies d'énergie,
- le refus de l'exploitation des pays sous-développés,
- adapter une politique de non alignement avec abandon de l'armement nucléaire.

La crise et le pouvoir de gauche

En portant le PS au pouvoir, la majorité populaire a manifesté son refus de la dégradation des libertés et de l'autoritarisme de Giscard, et sa volonté d'en finir avec le chômage et l'inflation.

La victoire de la gauche intervient dans une période où le capitalisme est plongé dans une nouvelle crise de caractère structurel. Il tente à nouveau de la résoudre par une accentuation de la division internationale du travail et par de nouvelles mutations technologiques (informatique, robotique, bureautique...), solutions qui créent sans cesse de nouvelles contradictions: aggravation du chômage, développement de nouveaux pôles concurrentiels, accroissement des inégalités entre pays riches et pays pauvres.

Si la situation politique a été profondément et favorablement bouleversée par les élections, il en va autrement des rapports de forces sociaux : comment expliquer autrement la médiocrité des accords signés par la plupart des syndicats sur la réduction du temps de travail, ou la faiblesse des initiatives contre la poursuite du programme nucléaire ! La tentation première est d'incriminer principalement la politique du gouvernement, son refus d'affronter la seule opposition structurée; le patronat. C'est sans doute un aspect important de l'attentisme actuel, mais deux autres causes fondamentales doivent être

prises en compte:

- les conditions dans lesquelles la gauche a accédé au pouvoir pèsent encore (poids de la crise, résignation à ne pas bousculer le vieil ordre des choses),
- le PCF, le PS et le Gouvernement ne manifestent encore aucune intention réelle de «construire le changement» par l'intervention active des travailleurs et de la population.

Conséquence: un tête à tête entre le/gouvernement et le patronat, lui-même relayé par l'opposition de droite au Parlement et dans les structures de l'Etat. Un rapport de force complexe influant des compromis et des affrontements parties (largement centré au niveau institutionnel), et des «masses» spectatrices. Un risque: le passage à terme, d'un espoir passif à une déception passive chez ceux et celles qui ont cru au 10 mai.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement socialiste a amorcé des changements significatifs (décentralisation, libertés publiques et suppression de la peine de mort), et face à la crise, a fixé l'emploi comme objectif prioritaire.

Cette politique est caractérisée par le PS lui-même à son congrès de Valence comme une politique de compromis social. Elle est liée à la volonté affirmée par le Parti Socialiste lors de la campagne présidentielle de n'opérer aucune rupture, aussi bien au plan national qu'au plan international (attentisme). Elle conduit le Gouvernement à reculer face aux exigences du patronat et des «hauts revenus» dans une série de domaines décisifs: réduction du temps de travail, impôts sur les grandes fortunes, contenu des nationalisations, hiérarchie des salaires. Elle explique le non-respect des promesses électorales, notamment dans le domaine nucléaire. Elle se manifeste par le maintien d'une vision productiviste du développement économique et social et l'absence de modifications fondamentales des rapports de la France avec les pays du tiers-monde.

A terme l'acuité de la crise mettra le pouvoir socialiste devant le choix, ou de renouer peu ou prou avec la politique du gouvernement précédent, ou de mettre en avant une suite de ruptures avec la logique capitaliste: réduction massive du temps de travail, réduction importante de la hiérarchie des salaires, contrôle populaire sur les prix, droits nouveaux pour les travailleurs et les travailleuses, politique active de non-alignement, politique énergétique décentralisée faisant appel aux énergies renouvelables, refus de b force de frappe.

Des possibilités de changer la politique du pouvoir, d'atteindre de premiers objectifs de transformation existent. Elles sont données:

- Dans les aspirations profondes des masses populaires qui commencent à se manifester dans une série de conflits. C'est en effet dans la mesure où les travailleurs qui ont voté Mitterrand interviendront directement sur la scène politique qu'une véritable avancée pourra se manifester.
- Les mouvements de ce type ne manqueraient pas d'avoir des répercussions au sein du PS qui a lui-même traversé le courant critique par rapport à la politique de compromis et aux options internationales qui la conditionnent.
- Au plan international, les puissants mouvements qui se développent en France occidentale contre l'arme nucléaire et pour le non-alignement, et qui atteignent les partis socio démocrates, sont des points d'appui dans l'action pour un changement de politique en France.

La démarche institutionnelle du PSU

Les institutions politiques (locales, et régionales, nationales) ne sont pas neutres et ont été mises en place pour assurer la pérennité du capitalisme et l'aide à surmonter certaines de ses contradictions. La plupart du temps, ces institutions sont à l'opposé de l'autogestion, ainsi les institutions de la Ve République imposent des règles de gestion

politique incompatibles avec les arbitrages politiques et décentralisés qui seuls permettraient la construction d'une dynamique unitaire et solide.

Le PSU doit donc à la fois utiliser les institutions (car elles donnent des moyens d'action) et les remettre en cause. Cette remise en cause ne peut venir en général que grâce à une action de l'extérieur qui souvent a besoin d'un appui à l'intérieur même de l'institution.

Le PSU peut revendiquer sa participation à tous les niveaux institutionnels y compris gouvernemental, mais doit choisir les niveaux de sa présence en relation avec le développement d'un mouvement populaire qui permette:

- d'affaiblir le pouvoir de la bourgeoisie,
- de renforcer l'influence du courant autogestionnaire vis à vis des autres tendances du mouvement ouvrier,
- de garantir l'expression autonome du Parti.

La place du PSU: autonome et unitaire

Il nous faudra gérer une double contradiction apparente:

- situer notre action dans le cadre de la majorité populaire qui a fait gagner la gauche aux élections, mais, parallèlement garder notre autonomie par rapport aux orientations gouvernementales, .
- nous appuyer sur des aspirations (anti-productivisme, refus de la hiérarchie, du centralisme) à un changement radical de société, donc contradictoire avec le projet du PS, . pour les traduire en propositions et actions à vocation unitaire, car nous sommes solidaires de l'expérience de gauche, et son échec serait aussi le nôtre.
- . Ni noyau d'une opposition de gauche, ni force d'appoint au Gouvernement et au PS : dans les mois qui viennent, nous devons être capables de pratiquer une véritable politique *d'unité conflictuelle*.

-Unité contre la droite et les patrons, unité pour peser sur la politique gouvernementale dans un sens autogestionnaire, - Critique et opposition lorsque le Gouvernement mènera une politique opposée aux intérêts et à la liberté d'actions des classes populaires.

A la hase contrôle ouvrier et populaire

Nous devons encourager la pratique qui est ne pas attendre le changement d'en haut (contrôle populaire, goût du collectif ou du constructif).

Ces expériences de contrôle et de démocratie directe peuvent consolider un pouvoir de gauche contre la bourgeoisie mais peuvent aussi être contradictoires face à ce même pouvoir. Ainsi, à travers de telles démarches, s'ébaucheront de nouveaux rapports humains et sociaux, un nouvel état d'esprit vis à vis de la politisation à partir du vécu. Enfin ces luttes, ces débats, seront autant de ruptures dans l'ordre capitaliste vers une autogestion non plus «utopie de l'esprit» mais nécessité réalisable. l'unité populaire s'exprimera à travers comités, associations, conseils d'atelier et de bureau, cela permettra aussi de lier une politique ,autogestionnaire et un cadre unitaire. Les forces populaires, les travailleurs seront collectivement acteurs et non plus spectateurs. C'est notre ligne stratégique essentielle.

Sur l'ensemble des secteurs d'intervention, le Parti possède un très large accord programmatique. Aussi ne détaillerons-nous que quelques exemples.

. En Agriculture:

- Contrôle sur la destination des sols, entre autres par la lutte contre le cumul des terres qui permette l'installation de nouveaux agriculteurs,
- lutte pour un revenu garanti aux petits et moyens agriculteurs par une politique de quantum déterminée par production et par régions.

. En Entreprises:

- Les partis de gauche prennent en compte dans leur programme un certain nombre d'exigences des travailleurs. Il faut en contrôler l'exécution, s'organiser pour lutter contre les résistances de la droite, et même procéder directement à l'application des mesures prises en faveur des travailleurs. A terme, il s'agira d'aider à la constitution d'organes nouveaux de pouvoir des travailleurs, quelque soit la taille et la nature des entreprises concernées (publiques, privées). Afin que la réduction du temps de travail soit efficace, il faut que les travailleurs bénéficient d'un droit de regard sur l'embauche et que le problème du chômage ne se règle pas sur le dos des femmes, refuser la généralisation du travail à temps partiel.

Lutter contre le pouvoir du capital c'est aussi lutter contre l'idéologie qu'il véhicule, les rapports sociaux qu'il impose, les cellules de base qui permettent la reproduction de ces rapports (famille patriarcale): la vie de travailleurs(ses) ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise.

CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE

Le PSU doit mettre en avant des propositions de transformation autogestionnaire à moyen terme qui puissent dynamiser le mouvement populaire, projets alternatifs à l'échelle d'une région, d'une localité, d'une activité.

Il doit faire également des propositions à court terme applicables aujourd'hui par le gouvernement et susceptibles de traduire même de manière limitée, les aspirations à vivre et travailler autrement (participation au\ tra\aux de commissions ministérielles, élaboration de projets de loi...).

Quatre campagnes nationales pour le PSU dans l'année qui vient

Dans les mois qui viennent nous devons orienter principalement notre activité sur les objectifs suivants:

- désarmement, non alignement, refus des blocs;
- réduction du temps de travail, droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise;
- lutte pour un nouveau type de développement (réduction des inégalités, anti-productivisme, nouveaux rapports avec le Tiers-Monde).

En outre, en particulier dans le cadre d'une bataille politique pour le droit d'expression des courants politiques minoritaires, une de nos tâches sera d'assurer la présence du Parti aux élections locales et régionales, et mener une bataille pour l'application de la proportionnelle intégrale.

Commission Internationale

- Que faire pour la Pologne?

Assemblée générale des militants de la Région Parisienne le Vendredi 8 janvier 1982 20 h 30 9 rue Borromée - 75015 Paris

Déclaration

A l'issue du Congrès, force est de nous interroger sur son déroulement et ses résultats. Militants du PSU, nous sommes inquiets.

Le débat qui s'est déroulé a mis en lumière des orientations et des positions différentes, mais aussi le choix des militants a été empoisonné par des pressions, des problèmes de pouvoir qui ont souvent confiné à un chantage pur et simple.

Alors qu'une majorité de militants a exprimé par ses votes A, B, C, D, sa volonté de rompre avec les pratiques et la politique pour le moins zig-zagante du passé, alors qu'une majorité de militants a refusé: «*le système présidentiel (qui), nous l'avons suffisamment dénoncé, introduit une personnalisation du pouvoir que certains d'entre nous ont trouvé excessive et d'autres inévitables*» (texte C); un accord de circonstance, pour le moins laborieux est intervenu entre les représentants des Courants C et E sur les positions du texte E.

Ainsi, malgré la volonté exprimée par de nombreux militants, un courant minoritaire s'est assuré la majorité réelle

au sein du BP et a imposé un(e) porte-parole et animatrice unique du parti dans des circonstances qui ne le justifient nullement, aggravant ainsi le caractère présidentieliste de notre fonctionnement.

En tout état de cause, nous ne pensons pas, malgré les apparences, que les problèmes et la crise du PSU soient résolus.

Certains d'entre nous en tireront peut être la conclusion que le PSU n'est plus un outil pour le combat que nous avons mené depuis plusieurs années. Ce n'est pas l'attitude que nous adopterons.

Conscients que la gauche ouvrière et populaire peut encore (mais pour combien de temps ?) se retrouver dans le PSU, nous prendrons toutes nos responsabilités pour faire vivre les collectivités militantes du parti et prendre toute notre place dans le débat national pour faire barrage à une orientation autoritaire que nous jugeons contradictoire avec la nécessaire capacité d'autonomie politique du courant autogestionnaire vis à vis de la social-démocratie.

J. Forchantre (52), A. Friedman (13), P. Lemaire (92), O. Dessau\V (36), G. Clouet (61), P. Olivier (37), R. Rival (94), Drouot (52), Perrot (37), Dubois (52), R. Schulbaum (52), S. Vaysse (94), Droulez (59), Van de Wiele (59), J. Maso (38), M. Gicquel (49), T. Martin (93), Daviller (88).

Secrétariat National

. *Secrétaire Nationale*: Huguette Bouchardeau.

. *Secrétariat national, chargé de l'animation et de la représentation extérieure du parti*: J. Arnol, H. Bouchardeau, S. Depaquit, J.J. Mabilat, B. Ravenel, J. Salvator.

Bureau Politique

J. Arnol (75), H. Bouchardeau (42), C. Caroz (91), S. Depaquit (75), M. Gresset (75), J. Laïk (91), D. Lambert (75), M.P. Lauret (78), V. Leduc (75), J.J. Mabilat (91), J.P. Malplat (75), A. Massip (75), B. Ravenel (75), M. Relandeau (75), A. Riedacker (54), J. Salvator (93), M. Sonder (95).

Liste de 'la Commission Statutaire

o *Courant A*

Christian Marion (75), Françoise Grosbois (77), Josette Boisgibault (83).

.. *Courant B*

Georges Gauquelin (13).

. *Courant C*

Henri Mermé (75), Guy Philippon (75), Gérard Desbois (94), Michel Gruber (91).

. *Courant D*

Jean Pierre Beaud (75), Patrick Debacker (75).

. *Courant E*

Jean Arthuys (91), Daniel Ferrand (93), Baudoin Rochebrune (41), Roger Barralis (75), Maurice Riondel (94), Chantal Labat-Gest (75).

Liste de la Direction Politique

• *Courant A*

Marie-Hélène Le Roux (Bretagne), ~Ionique Deydier (63), Denise Montpeysen (Midi-Pyrénées).
Jean-François Pelissier (13), Martial Olivier (25/90), Jean-Louis Peyron (44), Gabriel Granier (92),
François-Xavier Flores (93), Marie-Françoise Pirot (75), Jàsette Gosseli'1 1-5'), Jean-Jacques
Boislaroussie (75), Didier Claude 1-5'.

. **Courant B**

Marie Clerc (24), Lannig Le Dilosc'Je, IBretagne), Norbert Meyer (67/68), Robert Picq (18 5' 81. Blandine Pien (27/76), Roger Meyer (83).

. **Courant C**

Jeanne Brunshwig (75), Pauick Audidier (86), Frey (54), Philippe Canihac U'v1idi-Pyrénées), Vincem Comparat (38), Suzanne Chevalier (75), Bernard Chaouat (91), Claude Colombier (78), Jacques Font (75), Victor Leduc (75), Bernard Ravenel (75), Jean-Jacques MabiJat (91), Arnaud Massip (75), Pierrot Régnier (92), Marie-Paule Taraud (41), Jacques Salavator (93), Ghillaine Margueritte (Bretagne).

. **Courant D**

Robert Rival (06), Jean-Pierre Lemaire (92), Olivier Dessauw (36), Thierry Martin (93), Gérard Clouet (61), SergeVaysse (94), Sébastien Le Balp (49), J.L. Van de Wiele (59), Marie- Thérèse Drouot (52).

. **Courant E**

A. Arnol-Dizzia (75), Bachelet (27/76), H. Bouchardeau(42), T. Clerc (93), M. Autin (42), M. Gresset (75), Huchot(57), C. Cadena (75), D. Lambert (75), M.P. Lauret (78), G. Lapez (66), Sauvage (94), C. Saint-Antonin (69), J. Arnol(75), C. Caroz (91), D. Chamonin (92), Charpentier (59), Debrache (87), S. Depaquit (75), Guidet (Bretagne), Magnin (25/90), J.P. Malplat (75), Reviller (08), A. Riedacker (54),Sorel (94), Terrier (69).

Compte rendu du Bureau Politique du 21 décembre 1981

Présents: Bouchardeau, Depaquit, Ravenel, Arnol,Mabilat, Relandeau, Sonder, Salvator, Leduc, Gresset,Lambert, Riedacker, Malplat, Laïk, Carroz, Massip.

Excusés: Lauret, Le Dilosquer.

le BP invite *B. Chaouat*, responsable à la Presse, à assister régulièrement aux réunions de bureau. *Geneviève Leprieur* aussi, continuera à assister aux réunions de bureau, pour les liens avec le secrétariat et le travail quotidien du parti.

1. Organisation et fonctionnement du Bureau Politique

Le Bureau discute de son organisation et du plan de travail à proposer au parti à la suite du Congrès. Un groupe composé de *J.J. Mabilat, J.P. Malplat, M. Relandeau, M. Gresset, A. Riedacker* et *J. Laik* préparera une série de rapports en ce sens à tous les bureaux suivants pour arriver à un rapport définitif à la Direction Politique des 16 et 17 janvier 1982.

2. Pologne

Un appel est lancé par les 5 organisations; PS, PSU,MRG, FEN, CFDT. Il est reproduit dans *Tribune Socialiste*. .

Un tract national sera disponible 9 rue Borromée, à partir du mardi 22 au soir. Une fiche d'explication et de documents a été adoptée au Congrès. Elle sera transmise par *Tribune Socialiste*. Une affiche sera disponible à partir du Lundi 28 décembre.

3. Elections partielles

Nous aurons un candidat sur la 2e circonscription de Paris, et une campagne de meetings communs sur la 12e circonscription où Stellid Farandjis admet des interventions du PSU dans chaque réunion, un candidat aussi dans la Marne.